



RÉPONDRE AU DILEMME. SE TENIR PRÊT POUR MENER LE COMBAT.

La déclaration de politique générale du Premier ministre et l'examen de deux motions de censure conduisent à devoir répondre à un véritable dilemme :

Soit censurer un gouvernement qui apparaît comme le prolongement des politiques que je combats avec vigueur depuis 2022 au risque d'une dissolution qui conduira soit à des équilibres similaires, et donc à repousser le problème, soit à un renforcement de l'extrême droite jusqu'à une majorité absolue.

Ou lui laisser quelque temps d'existence supplémentaire pour tenter d'obtenir des victoires majeures pour nos concitoyens, en se battant contre ce projet de budget, amendement après amendement.

Mardi, Sébastien Lecornu a annoncé la suspension de la réforme des retraites (sur les deux paramètres, âge légal et durée de cotisation). Avec la suspension, c'est 3 mois de retraite supplémentaires pour ceux qui sont nés en 1964, 6 pour les générations suivantes de 1965 à 1969. Même si je ne suis pas du genre à fanfaronner, cette suspension est un totem et cela va avoir un effet concret sur la vie de milliers de nos concitoyens.

Il ne s'agit, à ce stade, que d'une annonce et non d'une réalisation, mais la censure d'aujourd'hui ne permettrait pas davantage l'abrogation immédiate, ni même la suspension. « Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras » ?

Précisons que cette suspension ne vaudrait à ce stade que jusqu'en 2028, mais notre objectif commun est bien de remporter l'élection présidentielle pour régler définitivement le sujet.

J'ai reçu de nombreux messages ces dernières heures avec des positions différentes : elles sont toutes légitimes.

Après quarante-huit heures de réflexion, mon choix est fait : il faut tenter à court terme la non censure, pour engranger maintenant des avancées pour les Français.

Cette décision est difficile à prendre : elle va créer des satisfaits, des insatisfaits, des circonspects et des indifférents. Je la déconnecte de mon avenir électoral, car ce n'est pas mon avenir qui importe, mais celui du pays. Si nous allons à la dissolution demain et qu'un raz-de-marée d'extrême droite se produit, je ne veux pas me dire que nous n'avons pas tout essayé.

Pour autant, et soyons clair, ne pas censurer aujourd'hui ne veut pas dire accepter le projet de budget et les horreurs qu'il contient.

Alors, dès cette semaine, je vais mener la bataille dans l'hémicycle et faire mon travail de parlementaire, jour après jour, nuit après nuit, article après article, amendement après amendement, pour le réécrire. Nous pouvons, là aussi, faire la bascule, même si le chemin sera étroit. Ce débat permettra également de démasquer clairement l'extrême droite.

Si ce budget n'est pas profondément remanié, le gouvernement ne pourra qu'être censuré et ce budget n'existera pas en définitive.

La non censure est une menace, une épée de Damoclès pesant en permanence sur le destin du gouvernement et, par voie de conséquence, sur les parlementaires macronistes eux-mêmes. Ils devront donc accepter plus de justice fiscale, sociale et écologique.

Nous allons, avec les communistes, les écologistes, EhBai, l'Après, celles et ceux qui le veulent, continuer le travail commun législatif et le travail de préparation des échéances électorales municipales, présidentielles et législatives.

Les victoires concrètes que nous pouvons obtenir — celle sur les retraites et toutes les autres — seront la meilleure preuve que non seulement le PS n'a pas trahi la gauche, mais qu'en acceptant de ne pas censurer pendant un temps, nous avons refusé de considérer que le projet que nous portons ensemble n'était qu'un programme électoral. Nous avons aussi affirmé notre devoir de le transformer pour l'inscrire durablement dans la loi.

Si les macronistes venaient finalement à refuser cette logique nouvelle, alors je n'aurai aucun état d'âme à censurer tout budget ou projet de loi qui comporterait encore un torrent d'injustices. Le gouvernement tomberait et, alors, nous repartirions devant les électeurs avec, pour bilan, celui d'avoir essayé de faire vivre dans l'espace public les propositions de la gauche et de l'écologie — sans jamais renoncer à les faire advenir ici et maintenant.

